

Madame la Directrice académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSASD,

Il y a peu, dans les colonnes du *Journal du Centre*, Édouard Geffray, ministre de l'Éducation nationale, déclarait : « **L'École n'est pas la voiture-balai de la société.** »

Puisque le mot est lancé, prenons-le au pied de la lettre et regardons ensemble dans quel état se trouve aujourd'hui cette fameuse voiture.

Commençons par le tableau de bord.

À la suite de la cyberattaque de cet été, celui-ci semble s'être transformé en véritable sapin de Noël : les voyants rouges s'allument les uns après les autres. Directrices et directeurs d'école, principales et principaux, proviseuses et proviseurs se retrouvent dans un flou important face à des applications métiers qui évoluent parfois plus vite que les services chargés de les accompagner ne peuvent l'absorber.

Et lorsque les outils dysfonctionnent, ce sont une nouvelle fois les personnels qui prennent le volant et tentent de trouver, dans l'urgence, des solutions pour que le véhicule continue malgré tout à avancer.

Cette situation génère du temps de travail supplémentaire, de la charge mentale et une réelle perte de sens. Ce temps doit être reconnu : il doit donner lieu soit à une compensation en temps, soit à une rémunération.

Les directions d'école ont terminé l'année scolaire 2025-2026 avec une nouvelle version d'ONDE loin d'être efficiente. Elles débutent cette nouvelle année avec des procédures d'authentification complexes, insuffisamment préparées en

amont, et une version d'ONDE parfois réduite à peau de chagrin... lorsqu'elle fonctionne et qu'elle n'est pas saturée. L'outil qui devait être une aide à la conduite administrative est devenu, pour beaucoup, un véritable fardeau à porter.

Alors, une question se pose : quand cette voiture pourra-t-elle enfin bénéficier d'une réparation durable, et pas simplement d'un dépannage provisoire ?

Et puisque nous parlons de cyberattaque, impossible de faire l'impasse sur la sécurité des données. Les fuites concernant les personnels de l'Éducation nationale, mais également les données des élèves, suscitent légitimement de nombreuses interrogations. Dans une voiture, les airbags sont là pour protéger les passagers lorsque survient l'accident. Encore faut-il pouvoir avoir confiance dans leur fonctionnement.

Aujourd'hui, pouvons-nous être certains que nos dispositifs de sécurité sont à la hauteur des risques auxquels nous sommes exposés ?

Autre voyant qui s'allume à chaque rentrée : celui des nouvelles annonces. Cette année, le questionnaire sur le harcèlement évolue pour intégrer davantage les violences sexistes et sexuelles. Sur le principe, cette lutte est évidemment indispensable. Mais encore faut-il que les conditions soient réunies pour que cet outil soit réellement pertinent. Comment les enfants comprendront-ils les questions posées ? Quelle temporalité sera prévue ? Comment les réponses seront-elles analysées ? Par qui ? Avec quels moyens ? Et surtout, dans quelle mesure les résultats seront-ils réellement exploitables ?

Nous devons être vigilants à ne pas transformer les personnels enseignants, qui sont souvent en première ligne, pour accueillir la parole de l'enfant, l'accompagner et le protéger, en enquêteurs et enquêtrices.

Un questionnaire doit être un phare : il doit permettre de voir et de comprendre, et surtout indiquer clairement la direction à suivre. Il ne peut pas devenir un éclairage intermittent, passant des veilleuses aux feux de route sans que personne ne sache véritablement où l'on va.

Par ailleurs, dans sa circulaire de rentrée, le ministre pointe 2 priorités " instruire et protéger." En effet, face à l'ampleur du phénomène des violences sexuelles, qui concernent en moyenne environ trois enfants par classe, l'institution scolaire devrait avoir un rôle de premier plan. La CFDT Bourgogne salut le déploiement d'un dispositif national de formation exceptionnel à la rentrée 2026, c'est ambitieux et nous espérons que des moyens suffisant seront allués. Néanmoins, et nous le rappelons régulièrement ici, dans les instances académiques et nationales, lutter contre ces violences nécessite des moyens à la hauteur de l'enjeu. Alors que les assistantes sociales du département voient leur secteur croître encore, La CFDT revendique une présence réelle de personnels psychosociaux en nombre suffisant dans les établissements nivernais mais aussi et enfin les moyens nécessaires pour mettre en place l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle dans tous nos établissements, comme la loi l'impose, afin de permettre aux enfants et adolescents de mieux se défendre.

Mais une voiture ne roule pas uniquement grâce à son tableau de bord. Il lui faut un moteur, et surtout des roues. Ces roues, ce sont celles et ceux qui permettent à l'École d'avancer au quotidien : professeurs des écoles, enseignants du second degré, AED, AESH, personnels administratifs, personnels sociaux et de santé, personnels de direction, et tous les métiers qui concourent au service public d'éducation. Lorsque ces personnels sont épuisés, lorsque les postes manquent, lorsque les moyens ne correspondent plus aux besoins, c'est toute la voiture qui ralentit. Et il ne suffit pas de demander aux roues de tourner plus vite. C'est ici que la question des conditions de travail prend tout son sens.

D'après une étude récente menée par la CFDT, plus de 32 % des enseignants estiment que l'amélioration des conditions de travail constitue le premier sujet sur lequel il faut agir. Ce chiffre devrait nous interpeler.

Améliorer les conditions de travail, c'est donner du temps aux personnels pour se parler, pour mieux se connaître, pour construire du collectif. C'est permettre des espaces de travail adaptés, à l'intérieur comme à l'extérieur, qui favorisent

l'efficacité mais aussi les échanges et la convivialité. C'est également développer les actions en faveur du bien-être individuel, car prendre soin des personnels, c'est aussi prendre soin du collectif de travail.

Et puisque nous parlons de passagers, venons-en à nos élèves.

Nous souhaitons tous que cette voiture puisse accueillir chaque enfant et chaque jeune, quelles que soient ses difficultés ou ses besoins particuliers. L'École inclusive est une ambition magnifique. Mais elle ne peut reposer uniquement sur le système D et sur la bonne volonté des personnels.

Dans notre département, le nombre de dossiers MDPH augmente. Derrière chacun d'eux, il y a un élève, une famille, des besoins particuliers et des personnels qui cherchent les moyens d'y répondre. Combien d'élèves seront réellement accompagnés à hauteur du volume horaire qui leur est notifié ? Car quelques heures d'accompagnement par-ci, par-là ne suffisent pas toujours à compenser les conséquences du handicap. Elles ne permettent pas nécessairement de garantir à chaque élève un cadre sécurisant, bienveillant et propice aux apprentissages comme à l'émancipation. Une voiture inclusive doit être aménagée pour chacun de ses passagers, et non demander à ses passagers de s'adapter au véhicule.

Autre question que nous devons désormais nous poser à long terme : **ce véhicule est-il prêt à affronter les fortes chaleurs et les épisodes de canicule ?** À l'heure où nos élèves vont prochainement passer les évaluations nationales, nous devons pouvoir les accueillir, comme les personnels, dans des conditions compatibles avec les apprentissages, la concentration et tout simplement la santé.

Nous relevons toutefois avec intérêt une évolution qui va dans le bon sens : la possibilité pour chaque passager — écolier, collégien et désormais lycéen — de bénéficier d'une pause numérique. Dans une société où l'attention est constamment sollicitée, permettre à nos élèves de retrouver des temps sans

écran peut effectivement contribuer à une meilleure concentration et à une meilleure disponibilité pour les apprentissages. Malgré tout, la CFDT Education dénonce un texte trop rigide et le manque de temps pour un dialogue de qualité avec les personnels, les élèves et leurs familles.

Enfin, pour que cette voiture avance dans la bonne direction, il faut plus qu'un véhicule correctement équipé.

Il faut un itinéraire partagé. Pour la CFDT, « faire éducation ensemble » n'est ni un supplément d'âme, ni une simple méthode de management. C'est défendre tous les métiers qui rendent l'éducation possible. C'est reconnaître et sanctuariser le temps de travail collectif. C'est permettre aux personnels de reprendre prise sur leur travail. C'est construire des partenariats exigeants au service de l'émancipation, de la réussite des élèves et de la justice sociale. Bref, penser l'éducation comme un écosystème, c'est permettre un service public de qualité.

Alors, Monsieur le Ministre, sur un point au moins, nous vous rejoignons : l'Éducation nationale ne doit pas être la voiture-balai de notre société. La CFDT continuera donc à demander que l'Éducation nationale dispose des moyens à la hauteur de l'ambition que nous portons collectivement pour l'École et pour le service public.